

---

**Séminaire de haut niveau sur l'optimisation du financement de l'Economie en Union des Comores  
Moroni, le 13 février 2019**

**Communiqué de presse**

---

*L'Etat, la Banque Centrale, les représentants du secteur bancaire et du secteur privé et les partenaires au développement se sont réunis le mercredi 13 février à l'hôtel Retaj, sous la Présidence de Son Excellence Azali Assoumani, Président de l'Union des Comores pour une restitution des travaux sur « l'Optimisation des ressources du financement de l'économie en Union des Comores. »*

Dans un contexte économique marqué par une reprise de la croissance à l'échelle du continent africain, l'analyse de la croissance économique comorienne à long terme montre une faiblesse structurelle plaçant la croissance à des chiffres autour de 3%. Les participants au séminaire ont rappelé leur souhait d'œuvrer pour le développement des Comores et de mettre en œuvre des politiques économiques soutenables en facilitant l'accès aux financements. Ils ont réitéré leur volonté de continuer à œuvrer ensemble à la recherche des solutions concrètes répondants d'une part aux besoins des Banques pour réduire le risque crédit et d'autre part aux besoins des acteurs économiques (entreprises et ménages) pour faciliter l'accès au crédit. Des pistes pour la mobilisation d'autres sources de financement de l'économie (intérieure et extérieure) y sont également exposées.

Les participants au séminaire, lors d'une séquence dédiée, ont relevé une dégradation de la qualité du portefeuille de crédit avec un taux de risque bancaire qui reste très élevé, à plus de 20% des crédits octroyés. Ils ont en particulier mis l'accent sur le fait que l'accès au crédit bancaire est souvent cité comme l'une des principales contraintes à laquelle le secteur privé est confronté. Les établissements de crédit hésitant de leur octroyer suffisamment de prêts pour répondre à leur besoin de financement, du fait de l'importance des risques et des insuffisances de couverture en termes de garantie et du climat des affaires. Dans ce contexte, les participants ont souligné la nécessité de poursuivre, pour certains dossiers, les négociations à l'amiable. La Banque Centrale recommande les parties prenantes à reprendre les négociations et se propose même de jouer la médiation. A cet effet, il est recommandé la mise en place d'un médiateur des créances douteuses, chargé de trouver un compromis entre les débiteurs et les établissements de crédit. Les CA des EC devront se prononcer pour la mise en place de ce nouveau cadre de partenariat.

Ils se sont, ensuite, mis d'accord sur une stratégie commune d'accompagnement de la mobilisation de l'épargne et de l'optimisation du financement dont les axes majeurs sont les suivants :

- Mobiliser l'épargne de la diaspora à travers des produits à moyen et long terme via des mécanismes comme la bi-bancarisation. Sur ce point précis, la BCC et ses partenaires dont la Banque mondiale travaille en vue de permettre aux comoriens résidents en France de pouvoir investir aux Comores ;
- Mettre en place des instruments de garantie afin de permettre aux porteurs de projet, notamment les jeunes de pouvoir accéder facilement aux crédits et encourager la mise en place de structure d'accompagnement aux PME
- Etudier la possibilité de mettre en place des structures soit de recouvrement ou de défaillance pour résoudre le cas des créances douteuses ; et faire évoluer les textes pour mettre en place des procédures simplifiées de recouvrement de créances et voies d'exécution
- Favoriser la culture de concertation et de partenariat entre le public et le privé ;
- Moderniser le Système national de paiements, en développant la monnaie électronique pour ainsi permettre une gestion optimale de la circulation fiduciaire, améliorant de fait la bancarisation
- Développer de nouveaux instruments de financement comme le projet sur la finance Islamique en relation avec la Banque Islamique ou la promotion du Crédit-Bail à travers la mise en place du registre des mobilités de suretés ;
- Moderniser la politique monétaire à travers la Création d'un marché monétaire avec des instruments d'adjudications et de ponction de liquidité via des bons de Trésor et activer la fonction de prêteur de dernier ressort de la BCC ;
- Permettre l'installation des banques d'investissement ou d'affaires pour compléter les chaînons manquants du paysage bancaire comorien

En lien avec les problématiques de mobilisation des ressources intérieures et extérieures, les participants sont conscients de l'importance de renforcer la lutte contre les flux financiers illicites et le financement du terrorisme via la coopération financière internationale et la mise en œuvre de dispositifs adaptés, avec le concours de l'Etat, de la Banque centrale, du secteur bancaire et des organismes régionaux de type GAFI.

Ils ont enfin chaleureusement remercié la BCC et ses partenaires pour l'organisation de cette rencontre, ainsi que pour l'accueil réservé aux participants.